

- [ServicesToggle Services](#)
 - [Editoriaux](#)
 - [Galerie photos/vidéos](#)
 - [Application mobile](#)
 - [Info en continu](#)
 - [Edition PDF](#)

[Close](#)

1. Vous êtes :
2. [Accueil](#)
3. [Internationale](#)
4. [Au Sahara occidental, le Maroc est dos au mur](#)

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [Google+](#)
- [RSS](#)

Selon le New York Times, Joe Biden devrait annuler la décision de Trump

Au Sahara occidental, le Maroc est dos au mur

Dans le dossier du Sahara occidental, les États-Unis jouent un rôle historiquement capital de « porte-plume » des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.



Au moment où l'administration Trump va aborder son mois crépusculaire, le 45^e président des États-Unis achevant son mandat le 19 janvier prochain au profit du 46^e président, le démocrate Joe Biden qui entrera en fonction le lendemain, tous les regards sont braqués sur la situation explosive générée au Sahara occidental par la décision de Donald Trump. Obnubilé par les intérêts d'Israël en quête d'une normalisation marchandée avec certains pays arabes au détriment des droits légitimes du peuple palestinien, Trump a présenté la reconnaissance de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental comme un fait accompli alors que rien n'indique si tel sera l'avis de l'administration Biden. Selon le New York Times, qui se réfère à des sources diplomatiques anonymes, celui-ci aurait bel et bien l'intention d'annuler la décision de son prédécesseur, au motif qu'elle contrevient singulièrement aux intérêts des États-Unis et constitue un acte de non-droit au regard de la légalité internationale. En outre, l'administration Biden mesure parfaitement l'importance des risques induits par la désintégration du cessez-le-feu en vigueur depuis 1991, entre le Front Polisario et le Maroc, qui avait accepté le principe de la tenue d'un référendum d'auto-détermination pour s'y dérober ensuite, et nul doute qu'elle suit attentivement les opérations militaires qui se déroulent à El Guerguerat et tendent à s'élargir à d'autres fronts. De nombreuses voix se sont élevées, à la fois dans le camp démocrate mais aussi républicain, pour mettre en garde contre les conséquences prévisibles de cette décision intempestive de Trump, notamment en ce qui concerne les relations futures entre l'Algérie et les États-Unis et, plus largement, la coopération antiterroriste dans la région maghrébine, sahélienne et méditerranéenne.

A un tel contexte jugé inquiétant, s'ajoute le vide diplomatique qui caractérise le dossier du Sahara occidental, depuis la démission forcée de l'ancien président allemand, envoyé spécial de l'ONU, Horst Kohler, dégoûté par les coups bas du Maroc. D'ailleurs, si le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, tarde à lui trouver un successeur, au point d'être soupçonné, voire accusé, de traîner volontairement les pieds, c'est bien parce que les candidatures peinent à réunir un consensus, au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, dont certains membres, notamment la France, soutiennent le fait colonialiste marocain.

Dans le dossier du Sahara occidental, les États-Unis jouent un rôle historiquement capital de « porte-plume », avec la rédaction des résolutions du Conseil de sécurité. C'est pourquoi l'ambassadeur allemand auprès de l'ONU, Christoph Heusgen, a mis en garde, mercredi, contre la partialité de l'administration Trump, la position des États-Unis étant en totale contradiction avec leur rôle de porte-plume du Conseil de sécurité et impliquant leur auto-exclusion dans la recherche d'une solution politique du conflit entre le Polisario et le royaume marocain. A cet égard, le Parlement allemand (Bundestag) a annoncé, hier, qu'il tiendra une session sur la question du Sahara occidental le 21 janvier 2021 et votera sur une proposition présentée par le groupe des Verts, fortement mobilisé pour le respect du droit du peuple sahraoui.

Trump aura mis à mal les deux piliers censés porter la démocratie américaine, en recherchant fébrilement à satisfaire les intérêts du lobby sioniste et d'Israël. Sa décision aura mis sous le feu des projecteurs la question du Sahara occidental et, indirectement, elle renforce le rôle et la détermination de l'Union africaine qui, lors du XIV^{ème} sommet de l'organisation, a chargé le Conseil Paix et Sécurité de se saisir, sans tarder, du dossier en mettant sur la table les résolutions sur la tenue d'un référendum d'autodétermination que le peuple sahraoui attend, depuis plus de cinq décennies, pour en finir avec la colonisation marocaine de son territoire.

- 00:00 | 26-12-2020
- [Share](#)
 - [Facebook](#)